

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner Allée C  
42000 SAINT-ÉTIENNE

Lyon , le 20/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **C LOGISTICS**

26 rue de la Talaudière  
ZI de Verpillieux  
42000 ST ETIENNE

Références : PRICAE-P4S-2022-48

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement C LOGISTICS implanté 26 rue de la Talaudière ZI de Verpillieux 42000 ST ETIENNE . L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C LOGISTICS
- 26 rue de la Talaudière ZI de Verpillieux 42000 ST ETIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0010500194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société C-Logistics exploite sur le site de Saint-Etienne Verpillieux un entrepôt logistique, formé d'une cellule unique de 30 000 m2 de stockage sur racks de produits.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Protection incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Disponibilité moyens extinction et confinement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 2 - 6.2.6	/	Sans objet
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 2 - 6.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks ainsi que tous les éléments nécessaires à identifier les risques, les moyens d'extinction, les plans du site, doit être tenu à disposition des services de secours dans un endroit accessible en toutes circonstances. Ces documents n'étaient pas accessibles au jour de l'inspection. Les travaux de construction d'un bassin de confinement des eaux d'extinction étaient en voie d'achèvement lors de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :** L'exploitant a présenté un état de stocks. Les volumes stockés lors de la visite étaient d'environ 18 000 m3, soit largement inférieurs à l'autorisation d'exploiter (206 112 m3).

Cet état des stocks distingue :

- les volumes stockés au titre de la rubrique 1510 ;
- les volumes de piles et accumulateurs.

L'état des stocks peut être édité à la demande par le service HSE (basé au siège de C-Logistics). Une édition pour le site est faite une fois par semaine.

L'exploitant indique qu'un travail en cours permettra d'automatiser cet état des stocks, avec une extraction quotidienne, distinguant les quantités par classe de danger.

Lors de la visite d'inspection, aucun dossier destiné aux services de secours, incluant notamment l'état des stocks, n'était disponible sur le site.

L'exploitant justifiera sous 15 jours de la mise à disposition de ce dossier, dans un lieu accessible en cas d'incendie (par exemple ancien poste de garde, armoire extérieure).

Il est demandé à l'exploitant de justifier sous 2 mois du caractère opérationnel de la nouvelle extraction de l'état des stocks.

Les produits dangereux correspondent essentiellement à des produits ménagers ou cosmétiques. Compte tenu du très grand nombre de références, l'exploitant indique qu'il dispose des FDS des produits dangereux sur un serveur, mais ne dispose d'aucune version physique.

L'exploitant indique qu'aucun inventaire physique n'est réalisé dans l'entrepôt. Les variations de stock sont très rapides.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Disponibilité moyens extinction et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la disponibilité des débits d'eaux nécessaires à l'extinction d'un incendie (1050 m <sup>3</sup> /h pendant deux heures). Le volume d'eaux potentiellement polluées à retenir, à savoir la somme des Eaux d'Extinction d'Incendie, des eaux de la réserve sprinklage et des eaux pluviales à concurrence de 10 l/m <sup>2</sup> imperméabilisé, est calculé à 3 069 m <sup>3</sup> . Un bassin de 2063 m <sup>3</sup> vient compléter les volumes disponibles dans les cours à camion et réseaux enterrés (1006 m <sup>3</sup> ). Le débit de fuite retenu dans le fonctionnement normal du site en sortie de bassin est le débit spécifique de 10 L/s/ha. Des réseaux internes supplémentaires permettent d'orienter les eaux vers le bassin à creuser au Sud-Ouest du bâtiment. Les différentes zones de rétention (bassin et volumes complémentaires) sont isolées du réseau en cas d'incendie. Au minimum, deux vannes manuelles permettront d'arrêter les écoulements au milieu : l'une à l'Ouest du bâtiment, après le SHC n°2, l'autre au Sud-Est de la cour à camions, après le poste de garde. L'exploitant produit et tient à jour la procédure permettant, en cas d'incendie, d'isoler l'ensemble des zones de rétention décrites ci-avant ; cette procédure est tenue à disposition de l'inspection des installations classées, et communiquée aux services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de deux réserves d'eau représentant un volume total de 2400 m <sup>3</sup> .  Lors de la visite, le bassin de rétention des eaux d'extinction était en cours de finalisation de travaux. Les travaux concernent aussi l'installation de séparateurs d'hydrocarbures. La présence de vannes d'isolement n'a pas été contrôlée car située dans la zone en cours de travaux.  L'exploitant justifiera du caractère opérationnel du bassin une fois les travaux achevés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 2 - 6.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait appel à des prestataires pour la maintenance des moyens de lutte incendie. Le sprinklage fait l'objet d'une maintenance et de vérifications à plusieurs fréquences : <ul style="list-style-type: none"><li>- hebdomadaire pour les essais de démarrage de la motopompe</li><li>- trimestrielle ("point F")</li><li>- annuelle pour la maintenance de la motopompe</li></ul> Il n'y a pas de tableau de suivi des non-conformités. Dans les rapports de vérifications, la première date de constat de la non-conformité est indiquée.  Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle. Le dernier rapport du 22/09/2021 a été présenté.  Le réseau RIA vient d'être remplacé (mis en place lors de l'inspection mais non encore testé et signalisé). Le nouveau réseau n'a donc pas encore fait l'objet de maintenance. L'exploitant fera parvenir le justificatif d'achèvement des travaux de mise en place des nouveaux RIA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 2 - 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent de :- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
<b>Constats :</b> Des extincteurs sont répartis dans tout l'entrepôt. L'exploitant dispose aussi d'un sprinklage et d'un réseau RIA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet